

CLUB CONVAINCRE DU RHONE

Conférence du 27 Janvier

Le rapport Draghi sur l'avenir de la compétitivité européenne

Dominique Bolliet

Le rapport Draghi sur « l'avenir de la compétitivité européenne » s'est imposé par la qualité de son diagnostic et la force de ses préconisations. Puissant appel à l'action, il nous invite à relever les défis auxquels l'Union européenne est confrontée : renforcer la résilience de notre économie face aux menaces géopolitiques et aux guerres commerciales, accélérer la bifurcation écologique, renforcer notre sécurité et notre défense.

Il affirme que la principale faiblesse de l'Union est sa fragmentation, et quantifie l'investissement supplémentaire à réaliser en commun : 5 % du PIB sur la période 2025-30, soit 800 milliards d'€ par an, dont 1/3 d'investissement public.

Introduction

Mario Draghi, 76 ans, gouverneur de la Banque d'Italie de 2006 à 2011, président de la BCE de 2011 à 2019, président du Conseil italien en 2021-2022, jouit d'une grande autorité morale sur la scène européenne. Mario Draghi est un leader exceptionnel et un penseur économique remarquable.

Le 1^{er} novembre 2011 nous le découvrons « Super Mario » à la tête de la Banque centrale européenne (BCE). Face à crise de la dette souveraine, il exécute un coup de maître. Il confère à la BCE un rôle inédit : prêteur en dernier ressort. L'institution revêt son rôle de gardienne de l'euro. Pour la première fois, les taux directeurs entrent en terrain négatif.

Il devient le grand théoricien du « quoi qu'il en coûte » européen (« whatever it takes ») pour reprendre le contrôle financier des marchés financiers.

Lorsque j'ai commencé à préparer cette conférence, avant Noël, j'ai relu son rapport et j'ai été frappé par sa qualité et son exhaustivité : les informations rassemblées éclairent le saut qualitatif que l'Union doit entreprendre d'urgence pour surmonter les multiples défis auxquels elle doit faire face. A ce moment j'ai essayé de me projeter sur les effets à venir du choc Trump. La réalité de ce choc renforce la nécessité d'intégrer le rapport et, surtout de réagir à la hauteur des enjeux.

1 - Le rapport Draghi pose un diagnostic qui met en évidence trois défis majeurs pour l'Europe

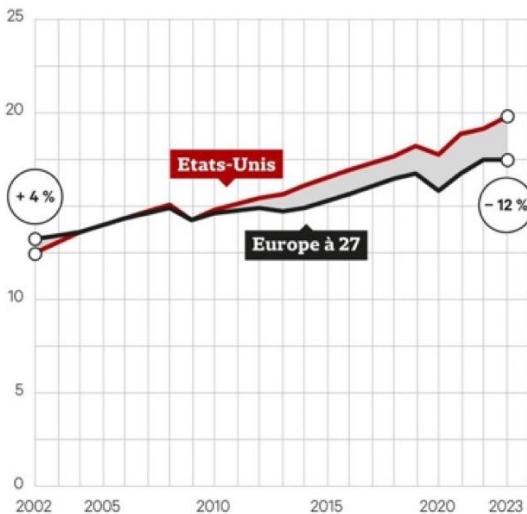
1-1 - Le diagnostic compétitivité : le décrochage de l'Europe

Avant de proposer des solutions, le document pose un diagnostic inquiétant : l'Europe accumule les retards, comme le montrent les chiffres pour la croissance, le commerce extérieur, les investissements ou encore les pénuries de main-d'oeuvre.

• Une croissance ralentie

L'écart entre le PIB américain et européen

En milliers de milliards d'euros, en parité de pouvoir d'achat



SOURCE : RAPPORT DRAGHI AVEC OCDE

 LesEchos

En 2002, le PIB des Etats-Unis était supérieur de 17 % à celui de l'Union européenne. L'écart atteint aujourd'hui 30 %. Si l'on raisonne à parité de pouvoir d'achat, les chiffres sont un peu moins spectaculaires mais la tendance est la même : on passe d'un différentiel de 4 % en faveur de l'Europe en 2002, à un écart de 12 % en faveur des Etats-Unis en 2023.

« Le principal moteur de ces évolutions divergentes est la productivité », souligne le rapport : la productivité plus faible de l'Europe explique 70 % de l'écart de PIB par habitant entre les deux rives de l'Atlantique. Les conséquences se font sentir sur le niveau de vie : le revenu réel par tête a augmenté « presque deux fois plus aux Etats-Unis que dans l'UE depuis 2000 », pointe le document.

Trois facteurs externes « qui ont soutenu la croissance en Europe après la fin de la guerre froide » se sont atténués.

D'abord, le commerce mondial, florissant au cours des vingt premières années du siècle, a largement soutenu l'économie européenne.

Deuxième facteur, avec la fin du gaz russe, l'Europe est privée d'une source d'énergie relativement bon marché.

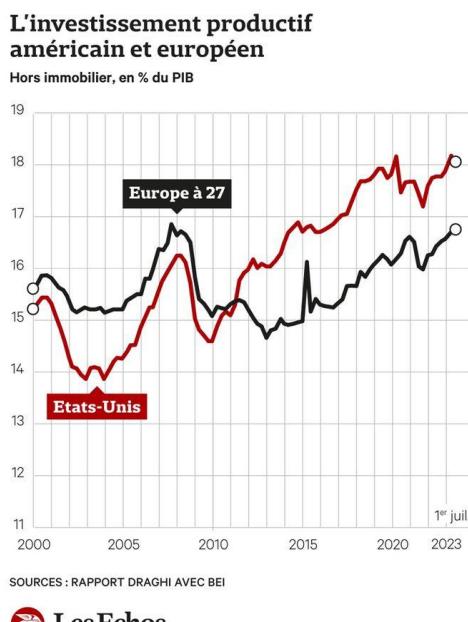
Troisièmement, la fin de la stabilité géopolitique oblige les Vingt-Sept à augmenter leurs dépenses de défense.

La part des Vingt-Sept dans le commerce global a reculé de trois points depuis 2000, quand la Chine, dans le même temps, progressait de 13 points.

Le commerce extérieur européen subit une double pression. D'un côté, les entreprises européennes souffrent d'une demande mondiale moins porteuse, en particulier de la part de la Chine.

De l'autre, elles subissent une concurrence accrue des entreprises chinoises sur les marchés mondiaux : près de 40 % des secteurs industriels exportateurs de la zone euro sont en concurrence directe avec des entreprises chinoises ; cette part n'était que de 25 % en 2002.

• Des investissements insuffisants



Longtemps, les Européens ont investi plus que les Américains, soutenant l'innovation et la croissance. La situation s'est inversée il y a une dizaine d'années et l'écart s'est creusé rapidement. Aujourd'hui, l'investissement représente plus de 18 % du PIB des Etats-Unis, contre environ 16,5 % au sein de l'UE.

C'est dû en particulier, souligne le rapport, au retard technologique des Européens. Aux Etats-Unis, les trois premiers investisseurs privés au début du siècle étaient dans les secteurs automobile et pharmaceutique. Dans les années 2010, le leadership de l'investissement est passé dans l'informatique. Aujourd'hui, c'est le numérique qui domine.

Les entreprises américaines dépensent deux fois plus que leurs concurrentes européennes en recherche et en innovation, par rapport aux PIB des deux blocs, soit un écart d'investissement de 270 milliards d'euros par an.

Le manque de dynamisme de l'industrie européenne s'explique « en grande partie » par les faiblesses de l'innovation qui empêchent de nouveaux secteurs et challengers d'émerger, affirme le rapport Draghi.

• Une inquiétante pénurie de main-d'œuvre

Tous les pays développés sont frappés par des pénuries de main-d'œuvre, mais le problème est « particulièrement aigu » en Europe parce que l'évolution démographique

va réduire la population active, ce qui n'est pas le cas de l'autre côté de l'Atlantique. Si les flux migratoires actuels sont maintenus, la population active européenne passerait de 264 millions de personnes aujourd'hui à 223 millions en 2070, soit 41 millions de travailleurs en moins. Le recul serait deux fois plus important (87 millions) sans le concours de l'immigration.

De plus, le Vieux Continent subit une fuite des cerveaux en raison des opportunités professionnelles plus nombreuses et intéressantes à l'étranger. « Plus de 60 % des entreprises de l'UE affirment que le manque de talents et une barrière majeure à l'investissement », observe le rapport.

Quelques exemples parmi d'autres : au début des années 1990, l'Europe produisait presque la moitié des semi-conducteurs de la planète (44 %). Sa part s'est considérablement réduite depuis (9 %). Alors que les Etats-Unis prévoient d'[ouvrir une quinzaine d'usines de puces](#) dans les deux ans qui viennent, les projets européens se comptent sur les doigts d'une main.

Par manque d'innovation, l'Europe n'est pas non plus capable de produire de géants technologiques comme Microsoft et Amazon. Les sept plus grandes entreprises tech du monde sont américaines. Seules deux européennes figurent dans le Top 20 : SAP et [ASML](#). La fragmentation du marché européen n'y est évidemment pas pour rien. Les Européens savent l'urgence qu'il y a à créer [un marché de capitaux](#) à l'échelle du continent, qui lui donnerait une force de frappe équivalente à celle des Américains. Mais l'exécution ne suit pas.

Les valeurs fondamentales de l'Europe sont la prospérité, l'équité, la liberté, la paix et la démocratie, dans un environnement durable. Le sens de l'Union est de veiller à ce que les Européens puissent toujours bénéficier de l'ensemble de ces droits fondamentaux. La seule façon de relever ce défi est de croître et de devenir plus productif, tout en préservant nos valeurs d'équité et d'inclusion sociale.

1-2 - les trois défis majeurs pour l'Europe

Le point de départ : un nouveau contexte auquel l'Europe doit s'adapter

Le rapport Draghi part d'un constat : « L'Europe dispose des bases nécessaires pour devenir une économie hautement compétitive ». Le modèle européen, qui combine une économie ouverte, un degré élevé de concurrence, un cadre juridique solide et des politiques actives de lutte contre la pauvreté et de redistribution des richesses, a fait de l'Union un espace d'intégration économique qui représente 17 % du PIB mondial tout en parvenant à maintenir des faibles niveaux d'inégalités.

Elle est également un leader mondial en matière de normes de durabilité et de protection de l'environnement, dépassant la Chine et les États-Unis en termes d'espérance de vie à la naissance et de faible mortalité infantile. Cependant, sous l'effet d'un affaiblissement de la productivité, la croissance européenne faiblit.

Ce nouveau contexte met l'Europe devant un triple impératif :

- accélérer l'innovation et de trouver de nouveaux moteurs de croissance ;
- réduire les prix élevés de l'énergie tout en continuant à décarboner et à basculer vers une économie circulaire ;
- apprendre à réagir dans un monde géopolitiquement instable, dans lequel les dépendances deviennent des vulnérabilités et où la sécurité ne peut plus être externalisée.

Trois obstacles se dressent sur notre route¹

« Premièrement, l'Europe manque de concentration. Nous formulons des objectifs communs, mais nous ne les soutenons pas en fixant des priorités claires ou en les faisant suivre d'actions politiques communes.

Dans de nombreux domaines, l'Union peut accomplir beaucoup en prenant un grand nombre de mesures plus modestes, mais de manière coordonnée afin d'aligner toutes les politiques sur un objectif commun. »

« Deuxièmement, l'Europe gaspille ses ressources communes. Nous disposons d'un important pouvoir d'achat collectif, mais nous le diluons dans de multiples instruments nationaux et européens.

Par exemple, nous ne parvenons toujours pas à unir nos forces dans le secteur de la défense pour aider nos entreprises à s'intégrer et à prendre de l'ampleur. Entre la mi-2022 et la mi-2023, 78 % des dépenses totales en matière d'achats sont allées à des fournisseurs non européens, dont 63 % aux États-Unis.

Troisièmement, l'Europe ne coordonne pas ses actions là où c'est important.

Aujourd'hui, les stratégies industrielles – comme celles des États-Unis et de la Chine – combinent de multiples politiques, allant des politiques fiscales pour encourager la production nationale aux politiques commerciales pour pénaliser les comportements anticoncurrentiels, en passant par les politiques économiques étrangères pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement.

Les décisions de l'Europe sont généralement prises question par question, avec de multiples veto en chemin. Le résultat est un processus législatif qui prend en moyenne 19 mois pour adopter de nouvelles lois. »

2 - La pertinence des réponses du rapport

Pour répondre à ces transformations, le rapport articule :

- la mise en œuvre intégrale du marché unique ;
- l'alignement des politiques industrielle, commerciale et de la concurrence ;
- l'augmentation du taux d'investissement total par rapport au PIB pour atteindre environ 5 % par an ;
- la réforme de la gouvernance de l'Union, qui permettrait un renforcement de la coordination et la réduction de la charge réglementaire.

Dans son rapport, Mario Draghi distingue six politiques transversales et dix politiques à engager dans dix secteurs pertinents².

Si les deux derniers défis ont été soulignés par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, cela fait longtemps que nous savons que nous avons un déficit en matière d'innovation.

¹ Le rapport Draghi : la force de réformer Le Grand Continent - 9 septembre 2024

² dix secteurs, pour lesquels une série d'analyses et de recommandations plus précises sont détaillées :

- l'énergie ;
- les matériaux critiques ;
- la digitalisation et les technologies de pointe ;
- les industries à forte intensité énergétique ;
- les technologies vertes ;
- l'industrie automobile ;
- la défense ;
- le spatial ;
- l'industrie pharmaceutique ;
- les transports.

En 2000 déjà, la stratégie de Lisbonne voulait faire de l'Union « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde » à l'horizon 2010. Malgré ce propos ambitieux, un quart de siècle plus tard, l'écart a continué de se creuser avec les États-Unis tandis qu'il s'accroît désormais vis-à-vis de la Chine.

Mario Draghi n'a pas mâché ses mots sur ce sujet lors de la présentation de son rapport : *« Nous avons pour l'essentiel fait tout ce que nous pouvions pour maintenir l'innovation à un faible niveau. Il nous faut donc passer à l'action sans plus tarder. Pour relever les défis auxquels l'Union est confrontée, il faudra briser de nouveaux tabous comme nous l'avons fait en empruntant en commun 750 milliards d'euros pour faire face à l'épidémie de Covid-19 et en apportant un soutien militaire à l'Ukraine en guerre pour sa survie. »*

2-1 - Combler le fossé de l'innovation

Le défi central que le rapport relève est celui de la productivité, sur fond de ralentissement démographique³ :

En prolongeant la comparaison avec les États-Unis, le rapport constate que le principal moteur de l'écart de productivité a été l'essor de la technologie numérique. Mais si certains secteurs numériques semblent déjà « perdus », l'Europe a encore la possibilité de tirer parti des futures vagues d'innovation numérique — comme l'IA générative — alors que l'intégration verticale de l'IA dans l'industrie européenne sera un facteur essentiel pour gagner en productivité. Les Européens doivent aussi chercher à « garder un pied dans les domaines où la souveraineté technologique est nécessaire, tels que la sécurité et le cryptage ».

Le rapport revient sur la faiblesse de l'Europe dans le domaine des technologies numériques par la « structure industrielle statique » qui engendre un cercle vicieux de faible investissement et de faible innovation.

Dans l'Union, ce sont ainsi surtout les faiblesses du « cycle de vie de l'innovation » qui empêchent l'émergence de nouveaux secteurs et de compétiteurs. Dans le même temps, il n'y a pas suffisamment d'institutions universitaires qui atteignent les plus hauts niveaux d'excellence. La filière allant de l'innovation à la commercialisation est faible, les dépenses publiques consacrées à la R&D sont insuffisantes en général et ne sont pas suffisamment axées sur l'innovation de rupture.

En plus de cela, les obstacles réglementaires à la montée en puissance sont particulièrement lourds dans le secteur technologique, surtout pour les jeunes entreprises — et l'absence d'un véritable marché unique empêche un nombre suffisant d'entreprises d'atteindre une taille suffisante pour accélérer l'adoption des technologies avancées.

La position de l'Union dans d'autres secteurs innovants — tels que l'industrie pharmaceutique — est également en déclin en raison notamment des mêmes défis : le manque d'investissements dans la R&I et la fragmentation réglementaire.

³ « D'ici 2040, la population active de l'Union devrait diminuer de près de 2 millions de travailleurs par an, tandis que le ratio actifs/retraités devrait passer d'environ 3/1 à 2/1. Sur cette trajectoire, la croissance en Europe s'arrêtera. Si l'Union devait maintenir son taux de croissance moyen de la productivité du travail depuis 2015, soit 0,7 %, cela ne suffirait qu'à maintenir le PIB constant jusqu'en 2050. Dans un contexte de ratios dette publique/PIB historiquement élevés, de taux d'intérêt réels potentiellement plus élevés qu'au cours de la dernière décennie et de besoins croissants en dépenses pour la décarbonation, la numérisation et la défense, la stagnation de la croissance du PIB pourrait finir par rendre les niveaux de la dette publique insoutenables. »

Pour combler ce déficit d'innovation, le rapport Draghi propose 10 mesures clefs :

- améliorer les conditions de l'innovation de rupture en remédiant aux faiblesses de ses programmes communs de R&D⁴ ;
- une meilleure coordination de la R&D publique entre les États membres ;
- établir et de consolider les institutions universitaires européennes à la pointe de la recherche mondiale ;
- faciliter le chemin pour que les « inventeurs deviennent des investisseurs »⁵ ;
- développer un meilleur environnement de financement pour l'innovation de rupture, les start-ups et les grandes entreprises ;
- réduire le coût du déploiement de l'IA en augmentant la capacité de calcul et en mettant à disposition son réseau d'ordinateurs à haute performance ;
- promouvoir la coordination industrielle et le partage des données pour accélérer l'intégration de l'intelligence artificielle dans l'industrie européenne ;
- trouver un équilibre entre la promotion de l'industrie nationale de l'informatique dématérialisée et la garantie de l'accès aux technologies dont elle a besoin ;
- faciliter la consolidation dans le secteur des télécommunications pour obtenir des taux d'investissement plus élevés dans la connectivité ;
- garantir le maintien et l'expansion de la R&D pour les secteurs manufacturiers clés tels que l'industrie pharmaceutique.

2-2 - Décarboner pour renforcer la compétitivité

Alors que les coûts élevés de l'énergie en Europe constituent un obstacle à la croissance, la décarbonation offre à l'Europe l'opportunité de réduire les prix de l'énergie, d'être à la pointe des technologies propres et de renforcer sa sécurité énergétique. Elle doit ainsi faire des choix fondamentaux sur la manière de poursuivre sa trajectoire de décarbonation tout en cherchant à préserver la position concurrentielle de son industrie.

Le rapport identifie plusieurs menaces pesant sur le secteur des technologies propres :

- le gaspillage des avantages à un stade précoce en raison des faiblesses de son écosystème d'innovation,
- le fait que le potentiel d'innovation de l'Europe ne se traduit pas par une supériorité manufacturière dans le domaine des technologies propres – et ce malgré la taille de son marché intérieur – ;
- ainsi que l'« absence d'une stratégie industrielle équivalente à celle des autres grandes puissances ».

Le secteur automobile est un exemple clef du manque de planification de l'Union, qui applique une politique climatique sans politique industrielle : l'adoption d'un objectif de zéro émission d'ici 2035 n'a pas donné lieu à une impulsion synchronisée de conversion de la chaîne d'approvisionnement.⁶

⁴ : le prochain programme-cadre de l'Union pour la R&D devrait se concentrer sur un plus petit nombre de priorités, une plus grande partie du budget devrait être consacrée au financement de l'innovation de rupture, et le Conseil européen de l'innovation devrait être transformé en une « agence de type DARPA ».

⁵ en élaborant un nouveau plan pour un partage équitable et transparent des redevances, en adoptant le brevet unitaire dans tous les États membres, en procédant à une évaluation approfondie de l'impact de la réglementation numérique et autre sur les petites entreprises, dans le but d'exclure les PME des réglementations que seules les grandes entreprises sont en mesure de respecter, et en donnant aux jeunes entreprises innovantes la possibilité d'adopter un nouveau statut juridique à l'échelle de l'Union (la « société européenne innovante »).

⁶ Sur ce sujet, le rapport formule 10 propositions :

- réduire le coût de l'énergie pour les utilisateurs finaux en transférant les bénéfices de la décarbonation ;
- mieux découpler le prix du gaz naturel de celui des énergies propres ;

2-3 - Renforcer la sécurité et réduire les dépendances

Le premier risque identifié par le rapport est la dépendance en minéraux critiques, indispensables à la transition énergétique. Pour y répondre, le rapport propose que l'Union développe une véritable « politique économique extérieure » basée sur la sécurisation des ressources critiques et la mise en œuvre rapide et intégrale de la loi sur les matières premières critiques. Celle-ci devrait être complétée par une stratégie globale couvrant toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement en minéraux critiques, de l'extraction au recyclage en passant par la transformation.⁷

En ce qui concerne la défense, le rapport indique que l'industrie européenne de la défense souffre non seulement de la baisse des dépenses, mais aussi d'un manque d'intérêt pour le développement technologique : « elle est fragmentée, ce qui limite sa taille et entrave son efficacité opérationnelle sur le terrain ». Dans le spatial, l'Union a réussi à développer un secteur spatial de pointe, malgré des niveaux de financement inférieurs. Cependant, son avance se réduit.

Le rapport recommande que, en l'absence de dépenses européennes communes, les actions politiques pour le secteur de la défense doivent se concentrer sur l'agrégation de la demande et l'intégration des actifs industriels de défense. Le renforcement de la coopération et la mise en commun des ressources pour la R&D figurent également parmi les recommandations.

2-4 - Financer les investissements

Le document note qu'il faudra investir chaque année un montant minimum de 750 à 800 milliards d'euros pour atteindre les objectifs listés dans le rapport. Cela correspondrait à 4,4-4,7 % du PIB de l'Union en 2023 et pourrait permettre des gains de productivité d'environ 6 % sur 15 ans.

Le rapport met en avant le fait que le capital privé reste peu mobilisé en Europe : « les ménages dans l'Union disposent d'une épargne abondante pour financer des investissements, mais à l'heure actuelle, celle-ci n'est pas canalisée de manière efficace. En 2022, l'épargne des ménages de l'Union s'élevait à 1 390 milliards d'euros, contre 840 milliards d'euros aux États-Unis ».

-
- accélérer la décarbonation de manière rentable, en profitant de toutes les solutions disponibles grâce à une approche neutre sur le plan technologique ;
 - libérer le potentiel des énergies propres en mettant l'accent sur les réseaux ;
 - développer la gouvernance nécessaire à une véritable Union de l'énergie ;
 - adopter une approche pragmatique de la décarbonation afin d'atténuer les compromis potentiels ;
 - recentrer le soutien à la fabrication de technologies propres, en se concentrant sur les technologies pour lesquelles l'Europe est en avance ou pour lesquelles il existe un argument stratégique en faveur du développement de la capacité nationale ;
 - sécuriser les chaînes d'approvisionnement en développant de nouveaux marchés et en compensant la concurrence soutenue par l'État ;
 - élaborer un plan d'action industriel pour le secteur automobile, pour éviter une délocalisation radicale de la production hors de l'Union ou le rachat rapide d'usines et d'entreprises européennes par des producteurs étrangers subventionnés par l'État ;
 - planifier la stratégie globale de l'Union en faveur de l'intégration transfrontalière des transports en prenant en compte l'impératif de la compétitivité et pas seulement de la cohésion.

⁷ Il est également proposé d'améliorer l'initiative « Global Gateway » afin qu'elle se concentre sur les besoins stratégiques de l'Union et de développer des stratégies communes avec d'autres acheteurs de pays alignés sur ses intérêts — par exemple par le biais d'un Club des matières premières critiques du G7+. Le rapport préconise également à l'Union de faire un examen attentif du potentiel de l'exploitation minière en eaux profondes dans le respect de l'environnement.

Si l'achèvement de l'union des marchés de capitaux est au centre de nombre de discours pour financer des objectifs communs, Draghi note aussi que « bien que la Commission ait introduit plusieurs mesures visant à réduire la fragmentation des marchés de capitaux de l'Union, trois grandes lignes de fracture subsistent.

Premièrement, l'Union ne dispose ni d'un régulateur unique du marché des valeurs mobilières ni d'un règlement unique couvrant tous les aspects relatifs aux échanges de celles-ci. Par ailleurs, les pratiques de surveillance et l'interprétation des réglementations varient encore fortement d'un État à l'autre (différence avec les États-Unis qui disposent depuis les années 1930, de la Securities and Exchange Commission (SEC)).

Deuxièmement, l'environnement réglementaire post-transaction en Europe est beaucoup moins unifié qu'aux États-Unis⁸.

Troisièmement, malgré les progrès récents en matière de retenue à la source, les régimes fiscaux et d'insolvabilité des États membres ne sont toujours pas alignés. »

Le budget européen fait également partie des propositions de ressources à mobiliser⁹ :

Le rapport propose donc :

- la mise en place d'une véritable Union des marchés des capitaux ;
- la relance de la titrisation et l'achèvement de l'Union bancaire ;
- la réforme du budget européen pour soutenir l'investissement.

2-5 - Renforcer la gouvernance

Ces transformations ne seront possibles qu'en effectuant d'importants changements dans la structure institutionnelle et le fonctionnement de l'Union.

Le rapport identifie trois objectifs en vue d'alléger et d'accélérer les prises de décisions puis leur mise en œuvre (il faut en moyenne 19 mois à l'Union pour adopter de nouveaux règlements) :

- recentrer le travail de l'Union,
- accélérer l'action et l'intégration,
- simplifier les règles.

Afin de recentrer le travail des 27, le rapport recommande de mettre en place un nouveau « cadre de coordination de la compétitivité »¹⁰.

⁸ Aux États-Unis, il n'existe qu'une chambre de compensation avec contrepartie centrale (CCCC) et un seul dépositaire central (CSD) pour toutes les transactions sur actions : en Europe, on dénombre plus de 20 CCCC et CSD pour les seules actions. Les transactions transfrontalières sont par conséquent plus complexes et plus coûteuses que les transactions nationales.

⁹ « Le soutien de l'Union aux investissements publics et privés est limité par la taille de son budget, son manque de ciblage et une attitude trop conservatrice à l'égard du risque. Le budget annuel de l'Union est modeste puisqu'il représente à peine plus de 1 % de son PIB ». De plus, il serait « trop fragmenté, en près de 50 programmes de dépenses, ce qui empêche le financement de l'Union d'atteindre une échelle suffisante pour les grands projets paneuropéens », sans compter que « le remboursement des emprunts dans le cadre du programme NextGenerationEU commencera en 2028 et représentera 30 milliards d'euros par an. Sans décision sur les nouvelles ressources propres, le pouvoir de dépense effectif au niveau européen serait mécaniquement réduit par ces remboursements ». Si l'émission d'un nouvel emprunt commun ne fait aujourd'hui pas l'unanimité au niveau européen, le rapport ajoute qu'« un certain financement conjoint des investissements est nécessaire pour maximiser la croissance de la productivité, ainsi que pour financer d'autres biens publics européens » et que « l'Union devrait s'orienter vers l'émission régulière d'actifs sûrs communs afin de permettre des projets d'investissement conjoints entre les États membres et de contribuer à l'intégration des marchés de capitaux ». Les États membres pourraient également reporter le remboursement du plan de relance NGEU.

¹⁰ Ce dernier traiterait des priorités stratégiques au niveau européen qui seraient « formulées et adoptées par le Conseil ». Ces dernières seraient « définies au début de chaque cycle politique européen lors d'un débat du Conseil et adoptées dans

Pour accélérer l'action et l'intégration européenne, le rapport recommande « d'explorer toutes les possibilités offertes par les traités » de manière à étendre le plus possible les votes du Conseil soumis à la majorité qualifiée. Une autre solution pour limiter les blocages provoqués par le vote à l'unanimité serait de « permettre à des groupes d'États membres partageant les mêmes idées de recourir à la coopération renforcée prévue par le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) ». Enfin, le rapport identifie la complexité et le volume de la réglementation européenne comme étant un obstacle à l'amélioration de la gouvernance nécessaire pour relever les défis auxquels l'Union doit faire face¹¹.

2- 6 - L'impensé chinois du rapport Draghi¹²

Le prisme imparfait de l'innovation

Le rapport Draghi attribue la productivité moins dynamique de l'UE à faiblesse de l'activité innovante sur le vieux continent. Cette insuffisance est associée au sous-développement du capital-risque. Ce segment de la finance est plus ample aux États-Unis, d'où leur performance innovante et *in fine* macroéconomique supérieure. Conclusion évidente : il faudrait promouvoir la libéralisation des marchés de capitaux en Europe. Dans les nouvelles technologies, pour un Dollar dépensé par le privé, le public met 4 Dollars.

Le bien-fondé de cette chaîne causale paraît discutable.

Les données américaines sur les années 1990 et 2000 – qui portent l'essor des technologies de l'information et de la communication – indiquent que, pour un dollar dépensé sous forme de capital-risque, l'État américain en a dépensé quatre en faveur du financement des entreprises. L'impulsion de l'innovation vient avant tout de la puissance publique.

Au-delà du financement, le secteur de la technologie de pointe américaine est largement le résultat d'un « État développeur caché » qui n'intervient pas seulement dans la recherche fondamentale mais accompagne l'innovation jusqu'à sa commercialisation. Ces quinze dernières années – bien avant les politiques industrielles du président Joe Biden – la politique industrielle américaine, a même gagné en ampleur.

Le rapport sous-estime un autre fait crucial : au sein de l'Union, les dépenses de recherche et de développement sont nettement plus basses qu'aux États-Unis. Le contraste est saisissant : en 2022 les dépenses de R&D de l'Union se situent à 2,24 % du PIB, alors qu'aux États-Unis elles atteignent 3,59 %.

Et l'écart se creuse. Tandis qu'en 2000 les dépenses de R&D de l'Union représentaient 69 % de leur équivalent américain, les dernières données disponibles portant sur l'année 2022 indiquent un indice de 62 %. À titre de comparaison, sur la même période la Chine passe de 34 % à 71 % des dépenses de R&D américaines.

ses conclusions ». Ce nouveau cadre devrait permettre de rationaliser les activités de l'Union en les organisant et en les ciblant mieux.

¹¹ À titre de comparaison, environ 3 500 textes législatifs et 2 000 résolutions ont été adoptés par le Congrès américain entre 2019 et 2024 — contre 13 000 actes au niveau européen au cours de la même période. En outre, au début de chaque mandat de la Commission, le rapport préconise qu'*« une période fixe d'au moins six mois devrait être consacrée à l'évaluation systématique et au test de résistance de toute la réglementation existante par secteur d'activité économique »*.

¹² L'impensé chinois du rapport Draghi Le Grand Continent - 13 décembre 2024

Pour rattraper le retard qu'elle accuse au niveau mondial, la deuxième Commission von der Leyen est en train d'élaborer un plan fondé sur les recommandations du rapport Draghi. Selon l'économiste Benjamin Bürbamer, son cadre conceptuel — celui d'une mondialisation qui se déploie depuis Washington — fait une impasse dangereuse : elle néglige l'ambition chinoise de devenir le cœur de la nouvelle infrastructure mondiale.

Le problème de l'Europe n'est pas tant l'innovation que la volonté d'innover.

Quant à la question du financement, les entreprises européennes manqueraient-elles de fonds pour la R&D ? En moyenne, les pays de l'Union affichent un écart négatif de 6 % entre les investissements et l'auto-financement. Les profits sont distribués aux actionnaires. Plutôt que de manquer de financements, les entreprises manquent de confiance en l'avenir.

Par ailleurs, évoluant sous forme de vagues, les changements de paradigme technico-économique produisent en effet des opportunités exceptionnelles pouvant permettre aux pays technologiquement en retard de réaliser un bond en avant.

La mise en place d'un nouveau paradigme technico-économique crée donc une situation très rare : une ou deux fois par siècle, les retardataires ont la possibilité, en s'engageant résolument dans le développement des technologies du nouveau paradigme, de se propulser à la frontière des connaissances.

Après la quatrième vague technico-économique, celle du pétrole et de l'automobile, nous sommes précisément au moment charnière de la vague suivante, dont les technologies de l'information et de la communication forment le cœur. La Chine joue pleinement cette carte, avec la mise en place du *Plan national à moyen et long terme pour le développement des sciences et technologies sur la période 2006-2020*.

Ce tournant stratégique s'observe aisément dans les données sur le dépôt de brevets dans les secteurs de pointe. Jusqu'au début des années 2000, la Chine y était inexistante. Depuis, elle a non seulement doublé l'Union mais aussi dépassé les États-Unis.

Le rattrapage technologique organisé par Pékin ne débouche pas seulement sur des entreprises plus performantes mais augmente également la capacité chinoise à façonner l'infrastructure technique qui rend les marchandises commercialisables à travers le monde.

Ce terme *d'infrastructure technique* renvoie notamment à la rédaction des normes techniques qui régissent la production (normes de produit et normes de processus). Autrement dit, la Chine vise la réécriture des règles et à remplacer une mondialisation, dont les infrastructures sont depuis des décennies supervisées par Washington, par un marché mondial sino-centré. C'est la raison profonde des tensions sino-américaines actuelles.

L'enjeu pour l'UE est que les 400 milliards d'euros de dépenses publiques nouvelles envisagées par Draghi voient effectivement le jour et s'insèrent dans une telle accélération technologique stratégiquement planifiée.

3 - les premières réponses des acteurs européens

3-1 - la prise en compte du contexte géopolitique

Un bond en avant ? Le rapport Draghi et le futur géopolitique de l'Europe

« Si l'impérialisme agressif de la Russie de Vladimir Poutine était réellement perçu comme un risque existentiel pour l'Union comme c'était le cas du Covid-19, le choix d'une dette commune serait vite fait. » Dans une pièce de doctrine, le Haut Représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère Josep Borrell réagit au rapport Draghi.

Le Grand Continent - 25 septembre 2024

« Pour relever les défis auxquels l'Union est confrontée, il faudra briser de nouveaux tabous.

Il faudra en particulier une plus grande intégration dans des domaines clefs comme la fiscalité, notamment pour financer le budget de l'Union et soutenir ses émissions de dette, la politique étrangère et la défense. Pour ce faire, il faudra nécessairement passer par une modification des Traités.

La question de la création ou non d'une dette commune des États membres de l'Union pour financer la hausse massive de l'investissement que Mario Draghi recommande, comme on pouvait s'y attendre, s'est heurtée à de fortes résistances.

Le rapport Draghi indiquait d'ailleurs prudemment que la proposition d'émettre de la dette commune ne devait être poursuivie que « dans la mesure où les conditions politiques et institutionnelles le permettent ».

Malgré cela, il me semble que ce rapport va façonner durablement l'agenda de l'Union. C'est pourquoi

il est nécessaire d'engager un débat approfondi sur les nombreuses propositions qu'il contient pour identifier les plus urgentes et la manière dont elles peuvent être mises en œuvre efficacement. Mais aussi pour mettre en évidence celles qui sont encore trop peu développées, en les considérant comme un point de départ pour des discussions plus approfondies.

Je voudrais, en tant que Haut Représentant de l'Union pour les affaires extérieures et la politique de sécurité, contribuer à ce débat sur **deux sujets spécifiques : la dimension géo-économique de la politique extérieure de l'Union et le cadre institutionnel permettant d'articuler la politique de sécurité et de défense commune et le soutien à l'industrie de la défense.**

Au total de quoi prolonger les débats qui ont suivi l'adoption de la boussole stratégique adoptée en mars 2022.

Par ailleurs, la Commission von der Leyen 2 prépare le livre blanc sur l'avenir de la défense européenne attendu le 19 mars. Promis par Ursula von der Leyen, il doit notamment identifier les besoins en matière de défense. Une « nouvelle stratégie pour la sécurité interne » de l'UE est également ajoutée à l'agenda du collège le 26 mars.

3-2 - La « boussole de la compétitivité ».

Samedi, Les Echos annonçaient « **le plan de Bruxelles pour replacer l'économie européenne dans la course mondiale** »

Simplification radicale, baisse du prix de l'énergie, développement de l'IA, règles de concurrence assouplies...

Deux mois après son entrée en fonction, la Commission européenne s'apprête à présenter, mercredi 29 janvier, sa très attendue « boussole de la compétitivité ». Ce document ombrelle, qui s'appuie sur les rapports Letta et Draghi, liste et date les initiatives que l'exécutif compte adopter dans les mois et années qui viennent pour relancer l'économie du Vieux Continent dans la course mondiale.

Une version provisoire, publiée vendredi par le média Contexte et encore susceptible de changer, égrène sur 21 pages **un long chapelet de textes organisés en trois chapitres :**

- **simplifier et coordonner ;**
- **combler le retard d'innovation ;**
- **mesures horizontales de soutien à la compétitivité.**

Dans le premier, la Commission annonce pour le mois prochain un grand texte « omnibus » qui apportera des simplifications substantielles à des textes adoptés dans

la précédente législature, et critiqués par les milieux patronaux pour la bureaucratie qu'ils occasionnent.

Règlement sur les produits chimiques

Il s'agit en priorité du devoir de vigilance, [du reporting extra-financier](#) et de la taxonomie. L'objectif est « d'épargner des effets de cascade administrative sur les plus petites entreprises, dans les chaînes de valeur, qui les soumettraient à des obligations que les législateurs n'ont jamais souhaitées », selon le texte provisoire.

Le texte « omnibus » doit créer une « nouvelle catégorie d'entreprises, plus grandes que les PME mais plus petites que les grandes entreprises », qui bénéficieront d'une simplification des règles de déclaration. Bruxelles annonce aussi une révision du [règlement REACH sur les produits chimiques](#), l'un des plus complexes de la législation européenne. Cette modernisation ultrasensible, que la Commission von der Leyen 1 avait reportée, doit « soulager le fardeau des entreprises sur le terrain [...], apportant des avantages de compétitivité à l'industrie chimique ». Plusieurs géants du secteur, notamment allemands, connaissent de graves difficultés et ont commencé à délocaliser leurs productions hors de l'UE.

Un régime unique pour les start-up

Bruxelles veut aussi mettre en place un nouvel « outil de coordination de la compétitivité » pour fédérer les efforts des Etats membres dans des secteurs prioritaires comme les infrastructures énergétiques ou numériques, l'intelligence artificielle ou les médicaments critiques.

Pour réduire le retard d'innovation par rapport aux Etats-Unis ou à la Chine, la Commission proposera en 2026 [un « 28e régime » juridique unique pour les sociétés innovantes](#). Un vieux concept qui s'est jusqu'ici heurté aux réticences des capitales nationales. Bruxelles veut visiblement mettre l'accent sur l'IA, alors que Donald Trump vient d'annoncer des investissements absolument colossaux (mais probablement surévalués) sur ce secteur.

L'exécutif veut créer des « usines à IA » pour faciliter l'accès des universités et des start-up aux supercalculateurs. Il prépare un « EU Cloud and AI Development Act » pour le quatrième trimestre 2025, ainsi qu'un texte pour encadrer les technologies quantiques essentielles aux systèmes de cryptage (deuxième trimestre 2025).

Industrie propre

Ce ne sont que quelques lignes dans le document, mais elles peuvent avoir des conséquences majeures : la Commission veut publier en 2026 de « nouvelles lignes directrices sur l'évaluation des fusions-acquisitions », ouvrant donc la voie à la constitution de champions européens capables de rivaliser avec leurs concurrents américains ou chinois. Toujours dans le cadre de la politique de concurrence, un nouveau cadre pour les aides d'Etat devrait être adopté au deuxième trimestre 2025. Même si les critiques à l'égard du [Pacte vert](#) de la dernière législature se font toujours plus virulentes, Bruxelles veut pousser les feux sur la décarbonation de l'économie.

Avec d'abord un « Pacte pour une industrie propre » d'ici quelques semaines. Très attendu, d'ici la fin février : un plan d'action pour une énergie abordable, alors que les industriels font face à des coûts de l'électricité deux à trois fois plus élevés que leurs concurrents mondiaux. Il proposera de nouvelles méthodologies tarifaires et facilitera la conclusion par les industriels d'accords d'achat d'électricité à long terme.

Réduire les dépendances

Enfin, sous un angle plus géostratégique, la Commission veut réduire les dépendances d'approvisionnement, par exemple en créant au troisième trimestre 2025 une plateforme d'achat de matières premières critiques à disposition des industriels, comme il en existe pour le gaz.

Un livre blanc sur la défense doit très bientôt lancer des pistes pour remédier à la fragmentation de l'industrie d'armement européenne. Il s'agit pour l'Europe de réaliser des économies d'échelle, de standardiser les équipements, de pouvoir fabriquer toute la gamme des armes nécessaires pour répondre aux menaces actuelles.

Tout cela nécessite des investissements massifs, publics et privés. La Commission veut donc (re) lancer en 2025 une initiative sur l'Union des marchés des capitaux, une nécessité que les Etats membres ont bloquée jusqu'ici, jaloux de leurs compétences de contrôle, notamment.

Budget repensé

De manière cruciale, Bruxelles présentera cet été un projet de cadre financier pour l'après 2028. Il s'agit de repenser le budget européen pour l'orienter vers les technologies de pointe et des projets d'investissement transfrontière.

Dans la conclusion - importante - du document, la Commission rappelle que « *la compétitivité n'est pas la responsabilité du seul niveau européen. Les institutions de l'UE, les gouvernements nationaux et les autorités régionales doivent s'impliquer pour répondre au défi, travailler de conserve dans un effort commun et porter la coopération à un nouveau niveau* ». Allusion aux profonds différends qui ont opposé les Vingt-Sept ces dernières années, sur les règles de finances publiques, la place du nucléaire, les prix de l'électricité, la politique commerciale...

Que faire ?

D'abord cesser de se mentir et de raconter des fables au bon peuple pour le faire patienter. Plutôt que de disserter sur la réalité de la prise de conscience de la crise environnementale par la population est par leurs leaders, il faut décrire la situation telle qu'elle est, même si elle nous déplaît.

Remplacer les grandes déclarations d'intention et la prétention d'être un exemple pour le reste du monde par un examen sérieux de ce qui peut être fait en matière de transition écologique, aussi bien que de réindustrialisation de nos économies et de contribution à la restauration d'un système de sécurité internationale.

Remettre Mme von der Leyen à sa place qui n'est pas celle de la présidente de l'Union européenne, mais de présidente d'une institution collégiale qui n'est pas un gouvernement de l'Europe, la commission de l'Union européenne, dont les compétences sont strictement définies par les traités que les États membres seraient bien inspirés de faire respecter.

Répondre aux intentions belliqueuses des États-Unis avec la même fermeté qu'à celles de Vladimir Poutine.

Choisir des priorités d'action politique et s'y tenir. Dans le contexte actuel, les menaces pesant sur la sécurité internationale, les moyens de conjurer la guerre et d'assurer la paix durablement, doivent occuper la première place dans la réflexion des responsables politiques et de la population.

Ursula von der Leyen a défendu le modèle européen lors de son discours prononcé mardi 21 janvier, à Davos, tout en soulignant les changements géopolitiques majeurs en cours. Selon la présidente de la Commission européenne, l'Union doit s'appuyer sur la compétitivité, les marchés de capitaux et un nouveau modèle énergétique. Elle

défend l'accord de Paris - dont Trump vient de sortir - et prévient le nouveau président américain que les deux parties n'auraient rien à gagner d'une guerre commerciale.

Pour conclure : le défi pour l'UE est de combiner compétitivité, climat et sécurité

Volkswagen, Michelin, Thyssenkrupp, Audi, Stellantis, Northvolt, Milee ou encore Auchan et Siemens : ces grands leaders européens ont tous récemment annoncé des plans de restructuration avec réduction de l'emploi à la clé. D'où le cri d'alarme lancé le 12 décembre par la Confédération européenne des syndicats (CES), pour qui un moratoire sur les licenciements est urgent. Entre 2008 et 2023, ce sont 2,3 millions d'emplois industriels qui ont été perdus dans l'UE. Depuis 2019, le secteur manufacturier a perdu à lui seul près d'un million de postes.

L'UE entame un nouveau cycle placé sous le signe d'urgences multiples. Il lui faudra mobiliser des sommes gigantesques d'argent public et privé. Et réinventer le budget européen au moment où la dynamique politique semble défavorable, entre deux cycles institutionnels dans un contexte international toujours turbulent et une ambiance politique délétère dans plusieurs Etats membres.

Une des priorités sera la meilleure orientation de l'épargne européenne vers les sociétés technologiques de l'UE, alors qu'elle est aujourd'hui trop souvent investie dans l'innovation des autres continents.

La course à la compétitivité devra se faire en parallèle, idéalement en symbiose, avec la mise en oeuvre de toutes les ambitieuses réglementations votées depuis 2019. Notamment la soixantaine de textes du **Pacte vert**. Or, à la fin de la dernière législature sont apparues de fortes résistances à leur égard, notamment à la droite du Parlement européen et dans plusieurs Etats membres.

Il faudra aussi mieux assurer la sécurité du continent, qui semble bien fragile depuis l'invasion de l'Ukraine le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche.

Les besoins de financement (privé mais aussi public) sont proprement gigantesques si l'UE veut tenir ses objectifs climatiques, rattraper le temps perdu dans les nouvelles technologies clés, contrôler les migrations et muscler son industrie de défense. Alors qu'un nouveau pacte de stabilité s'appliquera à partir de 2025, **les Vingt-Sept doivent réinventer le budget européen, qui à 1 % du PIB de l'UE n'est pas à la hauteur des défis.**

Au Conseil européen, la dynamique est défavorable. La France a passé l'été dans une crise politique d'une nature inédite et la situation y reste incertaine. Le chancelier Scholz et sa coalition dysfonctionnelle sont absorbés par les élections de février. Giorgia Meloni, qui a clairement surestimé son jeu dans l'attribution des « top jobs » européens, en juin, s'est isolée.

Donald Tusk, nouvel homme fort de la droite européenne, dépense beaucoup d'énergie à restaurer l'état de droit en Pologne. Les Pays-Bas ont déjà fait comprendre qu'ils s'opposeraient à toute augmentation significative du budget commun. Pour que l'UE tienne ces objectifs, cette équation devra évoluer.

Une bonne nouvelle, la naissance d'un géant européen de la gestion d'actifs, entre le groupe bancaire BPCE et l'assureur italien Generali qui pèsera 1.900 milliards d'euros d'actifs, se positionnant en 9e place sur la scène internationale et au 2e rang des acteurs européens.

Le débat

Quelle mention sur l'agriculture ?

L'agriculture ne fait pas partie des 10 secteurs clés qu'il analyse.

Quelle confiance apporter à la mise en œuvre ?

Pour le moment, la Commission l'a bien intégrée dans ses idées. Mais il faut maintenant que l'équilibre politique européen permette de la mettre en œuvre dans les budgets.

Von der Leyen à Davos a insisté pour aller développer les échanges commerciaux avec des pays qui pourraient subir les hausses des droits de douane décidées par Trump. La France n'est pas dans une bonne posture vis-à-vis du Mercosur. Ne pas conclure d'accord, c'est jeter le Brésil et l'Argentine dans les bras de la Chine. D'autant que l'accord serait globalement favorable aux exportations agricoles de la France.

La grande difficulté me paraît être la situation politique interne. 3 états membres jouent la carte des Etats Unis, pas de l'Europe. La Hongrie n'a pas osé barrer les sanctions contre la Russie. Slovénie et Autriche se mettent à jouer ce jeu. Le rapport Draghi suppose une union. Les traités actuels indiquent que toutes les compétences non fléchées comme relevant de la majorité qualifiée supposent l'unanimité.

Omnibus remet en cause certaines réglementations existantes. Pourtant REACH a fait progresser l'industrie chimique européenne.

Les comités d'entreprise européens vont-ils subir des changements ? La Cour de justice Européenne statue sur les salaires minima. Le Danemark a porté plainte contre la Commission et risque de gagner car les politiques sociales ne font pas partie des traités actuels.

Tu as raison, Draghi a bien insisté sur le besoin d'un saut fédéral dans la gouvernance ; il souligne aussi que l'on n'utilise pas assez les coopérations renforcées. Il parle peu du dialogue social, et du travail en général, à part la nécessité de renforcer les compétences.

Parle-t-il d'élargissement de l'Union ? Un des leviers pour faire bouger la gouvernance est la perspective d'élargir l'union.

Les pays qui jouent le jeu des Etats Unis ne découpent-ils pas intérêts économiques et intérêts politiques ? Les industriels italiens ont-ils intérêts à des accords particuliers avec les Etats Unis ?

Nous nous retrouvons dans une logique où nous ne devons plus nous positionner seulement par rapport à des idéaux démocratiques, des principes de droit, forts et attractifs, mais aussi par rapport à nos intérêts communs, économiques et géopolitiques. Nous devons proposer aux différents pays qui souhaitent entrer dans l'UE, une construction confédérale. Meloni a montré une souplesse incroyable pour peser sur les décisions de l'UE sans abandonner son populisme. Quel rôle jouera-t-elle ?

Un pas plus loin : finalement, pour l'Europe elle-même, n'avons-nous pas intérêt à quelques accords dérogatoires entre un pays et les Etats-Unis ?

Non nous avons déjà une politique de satellite et du spatial. Nous ne pouvons pas compter sur la constellation de Musk. L'intérêt public ne peut tant dépendre du privé. Avec Trump, on se retrouve dans une logique infernale où les intérêts publics et privés ne sont plus séparés. Les contradictions sont très fortes.

L'effet Trump va-t-il avoir un effet magique en Europe ? Sommes-nous capables de réagir quand on est attaqués comme nous l'avons fait pendant la crise du Covid ?

L'attitude européenne est, pour le moment, de refuser un affrontement direct. Et de continuer de faire vivre le multilatéralisme tout en négociant des accords avec les pays, notamment du Sud. Ce que fait la Chine depuis des années. Ces alliances sont une bonne réponse à l'affrontement direct avec les Etats-Unis.

L'Europe est prise en sandwich entre Chine et Etats-Unis. Tant que la Chine n'attaque pas Taiwan et qu'il reste une ambiguïté sur l'alliance entre Chine et Russie, le jeu reste ouvert. En tout cas il est urgent de nous rapprocher encore de l'Inde, du Japon, de l'ASEAN, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Amérique du Sud.

Au-delà d'une attaque frontale, c'est la nature du projet collaboratif européen qui fait horreur à la Chine et aux Etats-Unis. Démonter pièce par pièce cette construction est leur ambition qui n'a rien de nouveau.

Oui, nous sommes clairement dans une guerre hybride avec la Russie qui cherche à subvertir notre démocratie. Quant à la Chine et aux Etats-Unis, leur posture devient de plus en plus ambiguë. La période que nous vivons a pour caractéristique le dévoiement de l'idée que se font les citoyens de l'intérêt européen. L'extrême droite fait passer d'autres intérêts, russes, chinois, américains, avant nos intérêts européens et nationaux. Cette contradiction très forte va peser sur l'Europe. Espérons que l'Allemagne va retrouver une capacité à gouverner, à peser à nouveau, à côté des Pays baltes et de la Pologne.

Trump, Poutine, Xi Jin Ping n'apportent-ils pas l'occasion de faire un ensemble respectueux des valeurs qu'elle partage ?

Nous devons énormément à Roosevelt, élu en 1932, réélu en 1936 et en 1940. N'oublions pas qu'il a mobilisé les Etats-Unis de manière exceptionnelle. L'année 1944, l'effort de guerre a représenté 45% de leur PIB, quand l'effort d'investissement supplémentaire public et privé préconisé par le rapport Draghi représente 4,5% du PIB de l'UE. Et Roosevelt ne s'est pas contenté de battre les dictatures, il a mis en place toutes les institutions du multilatéralisme qui ont structuré le Monde depuis 1945. Nous devons œuvrer pour que l'Europe soit une force agissant dans ce sens. C'est une affaire de volonté politique.

Face au Trump de 2016, les gouvernements français et allemands étaient forts. A ce jour de nombreux gouvernements sont sensibles aux arguments américains.

Nous voyons la nécessité d'un renforcement fédéral en Europe. Nous pointons l'extrême droite en France. La gauche est-elle alignée sur ce sujet ? Nous devons refonder notre stratégie en France.

L'Europe n'est jamais citée dans les programmes électoraux locaux. Je ne suis pas optimiste. Qui a encore une vision de ce qu'apporte l'Europe ? L'Afrique est ignorée alors que les initiatives existent. Ne laissons pas l'Afrique au Chinois, ce que nous sommes en train de faire.

Qui a lu qu'au premier janvier 2025 la base militaire française d'Abidjan a été confiée aux Ivoiriens ? Ouattara a compris que le sentiment anti français existe. Récupérer cette base est un bon argument pour sa prochaine campagne électorale de cet automne.

Ne sous estimons pas les contradictions internes. Marine Le Pen va devoir choisir entre Trump et Poutine.

Le dynamisme en Afrique existe. Mais nous devons changer notre posture. Réduire de 40% l'Agence Française pour le développement (AFD) ne va-t-il pas faire encore monter la haine de la France ? Cet arrêt brutal va mettre au chômage des africains qui travaillaient pour nous.

Les réseaux sociaux ont une réglementation forte. Musk veut faire sauter cette règle. Nous avons la chance que la Pologne soit présidente. Plus nous serons capables d'informer sur ce que l'Europe nous protège. L'Europe a besoin d'enjeux sensibles dans la vie quotidienne.

Le problème devant lequel nous sommes vient de notre conception particulière de la liberté d'expression qui rencontre, chez nous des limites précises en matière d'appels à la haine, de lutte contre le racisme et l'antisémitisme... Derrière cela se trouve la démocratie. C'est d'ailleurs ce que Musk dit clairement.

Trump raisonne en termes de contrats. Peut on accepter des concessions sur un sujet comme celui-là ?

L'Europe a une base juridique fondée sur des principes et un idéal. Nous devons prendre en compte nos intérêts. Comment le faire ? Séjourné est décevant sur ce sujet par rapport à Thierry Breton et ne montre pas une vision politique forte. Quelle personnalité forte dans la nouvelle commission ?

Sur l'aspect défense, M Kibelus est le commissaire à la défense qui ne fait pas partie des compétences de défense. Il ne dispose que de l'industrie de défense mais c'est un signal nouveau.

Oui, la guerre en Ukraine nous a permis de progresser avec la Facilité Européenne pour la Paix (qui a permis de financer une grande partie de notre aide militaire), et divers mécanismes qui ont permis de renforcer la coordination de cette aide militaire. Le livre blanc de la défense devrait nous permettre d'aller plus loin.

Comment la BCE peut jouer pour ramener l'épargne européenne sur des investissements en Europe ?

Elle peut valoriser un certain nombre de titres avec une régulation bancaire forte. Mais les règles de Bâle 3 (régulation bancaire) sont en train d'être écornées. Le rapport Draghi ne fait qu'ouvrir des pistes. Par contre, la BCE peut rester le prêteur en dernier ressort. Les taux d'intérêt auraient dû baisser beaucoup plus vite.

Il est compliqué de comprendre les enjeux nationaux. Comprendre les enjeux européens est encore plus compliqué. Mais cela mérite cet effort.

Annexe 1 - Quelques dates clés du parcours de Mario Draghi

1975 : professeur Draghi

Fraîchement diplômé du MIT à Boston, où il côtoie les nobélisés Paul Samuelson, Robert Solow et Franco Modigliani, Mario Draghi devient professeur en 1975, à l'université de Trente, puis de Venise et de Florence, où il exerce en tant que professeur d'économie et de politique monétaire.

1984 : administrateur de la Banque mondiale

1991 : directeur général du Trésor, il joue un rôle clé dans l'introduction de l'euro en Italie.

2002 : vice-président pour l'Europe de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs

2006 : gouverneur de la Banque d'Italie. Au terme de son mandat, Mario Draghi gagne une popularité certaine. Il a remis l'institution sur pied, il est applaudi pour avoir préservé le secteur bancaire de la crise.

1^{er} novembre 2011 : « Super Mario » à la BCE

Un succès qui l'amène à la direction de la Banque centrale européenne (BCE). Cette fonction le baptisera « Super Mario ». Face à crise de la dette souveraine, le nouveau directeur exécute un coup de maître. Il confère à la BCE un rôle inédit : prêteur en dernier ressort. L'institution revêt son rôle de gardienne de l'euro. Pour la première fois, les taux directeurs entrent en terrain négatif.

13 février 2021 : à la tête du gouvernement italien

Fin 2020, alors qu'une crise politique paralyse le pays, suite au départ de Giuseppe Conte, Mario Draghi devient chef du gouvernement italien avec une mission : sortir l'Italie de la crise. Il s'entoure d'une coalition d'horizons politiques disparates, allant du parti démocrate jusqu'à l'extrême droite. Réunir ces bords antagonistes a été un premier exploit. Jusqu'au 21 juil. 2022.

Annexe 2 - Stargate - réagir face à l'offensive technologique américaine

Le Monde 25 janvier

« Mario Draghi en a rêvé, Donald Trump l'a annoncé.

« Stargate », le mégaprojet d'investissements dans les infrastructures pour développer l'intelligence artificielle (IA), dévoilé mardi 21 janvier par Donald Trump, est un message simple et efficace que l'Union européenne (UE) n'est toujours pas en mesure de délivrer. Celui d'une puissance qui se fixe comme objectif d'être aux avant-postes d'une nouvelle frontière technologique. Alors que l'UE en est encore à établir le diagnostic de son décrochage économique, pointé par le rapport Draghi, l'écart menace de se creuser encore davantage au profit des Etats-Unis, qui font une démonstration de force en alignant projet politique, avance technologique et capacité d'investissement. »

Donald Trump s'est fait le porte-voix d'une initiative privée, qui s'engage à débourser 100 milliards de dollars (96 milliards d'euros) immédiatement, puis 400 autres milliards d'ici à la fin de son mandat, afin de construire, aux Etats-Unis, d'immenses centres de données et le système énergétique capable de les alimenter. A ce stade, en Europe, les investissements dans ces « usines de l'IA » plafonnent à 1,5 milliard d'euros.

« Même s'il ne faut pas se laisser abuser par l'effet d'annonce, pour atténuer ce contraste cruel, tout est à revoir : la gouvernance, comme façon de mobiliser les

capitaux et les initiatives. Surtout, les Vingt-Sept doivent se concentrer sur les domaines où l'Union est efficace pour affronter les menaces sur notre souveraineté et déjouer les risques de vassalisation rampante. Mais qui porte cette parole ? Les extrêmes estiment que l'Europe est le problème, pas la solution, tandis que le reste de la classe politique se contente d'incantations. Or, c'est maintenant qu'il faut agir. L'histoire ne repasse jamais les plats. »

Annexe 3 - la « boussole de compétitivité »

La Commission fixe ses premiers rendez-vous pour la cure de compétitivité de la tech

publie le projet de « boussole de compétitivité », que la Commission doit présenter ce 29 janvier. Celle-ci met l'accent sur le soutien aux start-up et au déploiement de l'intelligence artificielle. Les premières stratégies attendues courant 2025 seront suivies d'initiatives législatives entre la fin de l'année et 2026.

Contexte -27 janvier 2025

par [Léo Lictevout](#)

« La relance de la croissance de l'UE passe par une relance de la productivité basée sur l'innovation », annonce la Commission dès les premières pages de sa « boussole de compétitivité », sa stratégie pluriannuelle attendue le 29 janvier et dont [Contexte publie](#) un projet.

Dans la continuité du [rapport Draghi](#) et du [programme déroulé par Ursula von der Leyen](#) depuis l'été 2024, la tech y est présentée comme un levier de cette relance, et fait l'objet de multiples stratégies sectorielles et initiatives législatives. Sans rentrer dans les détails de chaque proposition, qui devront faire l'objet de consultations et d'études d'impact réglementaires, l'exécutif présente une première orchestration de sa politique avec un calendrier indicatif, étalé du printemps 2025 à la fin 2026.

Start-up partout

L'Europe innovante dont rêve la Commission devra être construite par et pour les start-up. Le **28^e régime juridique** paneuropéen pour les entreprises innovantes, [très attendu par le secteur](#), et qui doit leur permettre de mener leurs activités aux mêmes conditions dans toute l'UE, sera proposé en **2026**, annonce le document. Comme [évoqué à Davos](#) par Ursula von der Leyen, ce nouveau régime aura pour but de « simplifier les règles et réduire le coût de l'échec, notamment en ce qui concerne l'insolvabilité, le droit du travail et de la fiscalité ».

Il s'inscrira dans le cadre de la **stratégie européenne pour les start-up et scale-up**, que [portera](#) la commissaire bulgare Ekaterina Zaharieva. Celle-ci sera présentée dès le **deuxième trimestre 2025**, et doit « s'attaquer aux goulets d'étranglement qui entravent l'entrée sur le marché et la montée en puissance » des start-up. Parmi les défis évoqués, ceux de la relation entre les universités et les entreprises, la mobilité des travailleurs, le meilleur ciblage du soutien à l'innovation ou encore l'accès au capital-risque. L'Union de l'épargne et de l'investissement, qui doit également faciliter cet accès au financement, sera détaillée dans une initiative actuellement [prévue pour le 1^{er} avril](#).

Deux autres initiatives sont attendues courant 2025 : une stratégie pour les infrastructures de recherche et de technologie, au troisième trimestre, et une nouvelle définition des « small mid-caps », les quelque 31 000 entreprises au-dessus du seuil des PME. Cette nouvelle définition, qui sera présentée le 26 février prochain, permettra de cibler des mesures de simplification vers ces entreprises.

2026 verra enfin les start-up se faire une place dans la révision de deux textes transversaux. D'une part, la révision du règlement sur la **standardisation** doit « rendre les processus de normalisation plus rapides et plus accessibles, en particulier pour les PME et les start-up ». D'autre part, la révision de la directive sur les **marchés publics** visera à « simplifier et moderniser les règles, en particulier pour les start-up et les sociétés innovantes ». La réforme doit aussi voir l'introduction d'une « [préférence européenne](#) » pour certaines technologies critiques, parmi lesquelles [l'intelligence artificielle](#) pourrait compter.

IA et quantique toquent à la porte

Les technologies de pointe - IA et quantique en premier lieu - auront droit à leurs stratégies dédiées, annonce le projet de « boussole ». La Commission présentera ainsi fin **2025** une **stratégie « continent de l'IA »**, qui englobera les actions européennes en faveur des « usines d'IA ». Le futur règlement sur le **développement de l'IA et du cloud** est évoqué, avec quelques [indices sur son contenu](#) : il devra « établir des critères minimaux pour les services de cloud en Europe » et faciliter l'investissement dans des « [infrastructures durables](#) de cloud et d'IA ». La Commission n'indique toutefois pas d'échéance pour sa présentation.

En attendant, les stratégies sur **l'union des données** et sur **l'application de l'IA** arriveront au **troisième trimestre 2025**. La première doit simplifier les partages de données, la seconde accélérer l'adoption de l'IA dans divers secteurs industriels. Sont citées comme industries prioritaires : « l'industrie manufacturière, l'automobile, l'énergie, la robotique, l'industrie pharmaceutique et l'aéronautique, ainsi que l'amélioration des services publics, par exemple dans le domaine des soins de santé ». Le soutien à ces usages verticaux de l'IA pourrait être coordonné par un « Cern de l'IA », une [idée de la droite européenne](#) reprise par [Ursula von der Leyen](#) et [Mario Draghi](#).

Dès le **deuxième semestre 2025** enfin, l'exécutif présentera une stratégie sur **le quantique**, qui préfigurera un règlement dédié (« **quantum act** »). Elle devra s'attaquer à la fragmentation réglementaire et soutenir l'investissement dans « l'infrastructure paneuropéenne de calcul, de communication et de détection quantiques ».

C'est avec les vieux règlements qu'on fait les meilleures soupes

Outre les nouvelles initiatives, le projet de « boussole » passe en revue les textes en vigueur. Parmi les dossiers à dépoussiérer, la Commission commencera, [comme attendu](#), par présenter au **dernier trimestre 2025** son projet de réforme du code télécoms. Le **Digital Networks Act** doit « améliorer les incitations de marché » à l'investissement, créer un « marché unique intégré de la connectivité » et une politique en matière de spectre « mieux coordonnée ».

Elle poursuivra en **2026** par la mise à jour des [lignes directrices](#) sur **l'évaluation des concentrations horizontales**, qui doivent « pleinement prendre en compte » les enjeux d'« innovation, la résilience et l'intensité d'investissement de la concurrence dans certains secteurs stratégiques ».

D'autres textes évoqués doivent surtout être appliqués efficacement, affirme la Commission : le règlement sur les marchés numériques (DMA) est ainsi vu comme un moyen d'« ouvrir les écosystèmes fermés » et de créer des opportunités pour les entreprises innovantes. Quant au RGPD, l'exécutif indique « œuvrer en faveur d'une mise en œuvre et d'une application plus harmonisées », et évoque sans plus de détails des « travaux » visant à simplifier la tenue des registres de traitement de données.

Le budget européen en ligne de mire

Au-delà des politiques, l'autre principal enjeu de cette stratégie pour la compétitivité sera celui du financement - à la fois de son volume, mais aussi de son allocation.

« Mettre l'accent sur la compétitivité de l'UE nécessite un ensemble de priorités de financement convenues d'un commun accord, sous la forme de biens publics de l'UE et de projets d'investissement multinationaux, à définir au moyen d'outils de coordination politique renforcés. »

Le prochain budget pluriannuel de l'Union européenne (MFF, en anglais), qui courra de 2028 à 2034, est ainsi évoqué à plusieurs reprises. La proposition de la Commission étant attendue à partir de juillet 2025, les négociations se poursuivront au cours de prochaines années.

Le prochain budget devra offrir « la possibilité de simplifier davantage l'accès aux instruments de financement de l'UE - actuellement fragmentés dans un trop grand nombre de programmes - dans tous les domaines », estime l'exécutif. Ce dernier envisage en effet de fondre la plupart des instruments de financement dans un Fonds européen de compétitivité.

Outre le financement direct de technologies stratégiques, il permettra aussi de « contribuer à l'effet de levier et à l'atténuation des risques des investissements privés et au soutien de la R&D », indique le document. En complément de ce Fonds, le projet de boussole évoque d'ailleurs le déploiement d'un programme d'investissement de la BEI, baptisé « TechEU », sans horizon calendaire à ce stade, mais qui pourrait financer des technologies dont l'IA, le quantique ou les semi-conducteurs. La Commission indique enfin son intention de simplifier et accélérer les procédures relatives aux projets importants d'intérêt européen commun (Piiec).

Pour assurer la coordination des investissements, deux pistes du rapport Draghi sont évoquées. La Commission envisage de réformer le Conseil européen de l'innovation, d'une part, en s'inspirant des agences fédérales américaines « Arpa », qui financent la R&D dans divers secteurs de pointe. Et, d'autre part, elle prévoit la mise en place d'un outil de coordination de la compétitivité : celui-ci permettra, « dans une première phase, [...] de coordonner les politiques de l'UE et des États membres dans quelques domaines sélectionnés ». Les infrastructures numériques et les usages verticaux de l'IA pourraient faire partie de ces domaines « pilotes », avance le document.

La boussole a donné le cap et esquisse le chemin pour les deux années à venir. Le programme de travail 2025 de la Commission, attendu le 11 février, précisera encore un peu la marche à suivre.

Annexe 4 - Gabriel Zucman - Avec le retour de Donald Trump, l'Europe doit s'engager dans un protectionnisme d'interposition

Le Monde - 21 janvier 2025

Pour répondre aux barrières douanières du président élu, l'économiste propose une nouvelle organisation de la mondialisation, où l'accès au marché européen serait conditionné au respect de normes minimales

« L'Europe restera-t-elle passive face aux dangers que fait peser la politique de Donald Trump pour l'économie et la stabilité mondiales ? Ou bien saura-t-elle anticiper les bouleversements qui se profilent et inventer une alternative soutenable aux formes de libre-échange pratiquées depuis les années 1980, mais partout rejetées dans les urnes ?

Tous les pays, on le sait, vont devoir très vite se positionner face aux menaces de barrières douanières agitées par le nouveau locataire de la Maison Blanche. Cette accélération de l'histoire présente des risques, mais aussi l'opportunité de réinventer

des relations économiques internationales à bout de souffle, pour peu que l'on comprenne la spécificité du moment actuel.

Le programme du président élu s'inscrit, à bien des égards, dans la continuité des plateformes adoptées par le Parti républicain depuis la campagne présidentielle de Barry Goldwater en 1964, dont l'objectif a toujours été de démanteler le New Deal de Franklin Roosevelt. »

« La même philosophie prévaut : une vision dans laquelle le chacun-pour-soi et la poursuite agressive de l'intérêt national constituent les véritables moteurs du progrès social. »

« Ces similitudes ne doivent cependant pas masquer la différence fondamentale entre le trumpisme et ses précédentes incarnations historiques.

Conséquence de quatre décennies d'intégration financière et de l'importance grandissante des biens communs globaux (au premier rang desquels le climat), les choix économiques, fiscaux et commerciaux des Etats-Unis ont aujourd'hui une portée décuplée sur le monde. L'« America first », souvent présenté comme isolationniste, constitue en réalité le premier programme national-libéral véritablement mondial dans ses ambitions et ses répercussions économiques. »

« De façon inédite, Washington exporte ainsi ses choix en matière d'inégalité vers le reste de la planète. A cet effet direct vient s'ajouter celui, indirect mais plus puissant encore, du niveling par le bas. »

« Quant à l'accord international de 2021 sur une taxation minimale des sociétés multinationales, il se trouve désormais sous assistance respiratoire, cible de la vindicte républicaine. Le rythme de la course au moins-disant est sur le point de s'accélérer, avec sur la ligne d'arrivée le risque d'une disparition totale des impôts sur le capital et les revenus.

Le tableau est le même en matière climatique. Grâce à l'essor de la fracturation hydraulique, la production pétrolière américaine s'est envolée au cours des quinze dernières années. Les Etats-Unis sont devenus le premier producteur mondial de pétrole en 2018 et exportateurs nets d'hydrocarbures en 2020, du jamais-vu depuis la fin des années 1940. »

« Mais ce modèle de développement repose sur du sable, car il est à somme négative pour la planète dans son ensemble : les capitaux aspirés ici par les baisses d'impôt le sont au détriment du reste du monde, alimentant au passage la montée des inégalités ; le pétrole foré là vient entretenir le changement climatique aux conséquences particulièrement graves pour les populations les plus vulnérables des pays les plus pauvres. A terme, ces formes de dumping ne peuvent que générer des réactions d'une grande violence. Les Etats-Unis ne sont bien sûr pas les premiers à s'engager dans des formes de « compétitivité» internationale à somme négative, et c'est bien là le cœur du danger : avec le retour de Donald Trump, nous entrons dans une zone d'accélération où la concurrence fiscale s'effectue sur des taux d'imposition déjà très bas, dans des sociétés fragilisées par la montée des inégalités et les phénomènes de capture ploutocratique, à un moment charnière dans la lutte contre le changement climatique, et alors que les interdépendances se sont multipliées et touchent désormais au cœur de nos démocraties.

Tout cela se finira-t-il par le même sommet inégalitaire qu'au début du XX e siècle, et par le même déchaînement de violence nationaliste et de conflits armés, mais à une échelle véritablement planétaire cette fois ? »

« Il y a urgence à repenser les relations économiques internationales, sereinement mais radicalement. L'approche la plus prometteuse consiste à instaurer ce que l'on pourrait appeler un protectionnisme d'interposition : une politique qui dévitaliserait et inverserait les forces de la concurrence fiscale, de l'inégalité et du

chaos climatique. Dans cette nouvelle organisation de la mondialisation, les pays importateurs viendraient appliquer leurs lois par-delà leurs frontières afin de surtaxer de façon proportionnée les grandes entreprises sous-imposées à l'étranger et les milliardaires qui les possèdent.

Imaginons par exemple que Tesla ne paie pas d'impôt sur les sociétés ou de taxe carbone aux Etats-Unis, mais réalise 5 % de ses ventes en France. Bercy calculerait ce dont l'entreprise aurait dû s'acquitter outre-Atlantique, si la loi fiscale française s'y appliquait (toutes les informations nécessaires à cette estimation sont disponibles), et il collecterait 5 % de cette somme. De même, la France viendrait se substituer aux Etats-Unis pour taxer Elon Musk à proportion de la part de sa richesse qui peut être attribuée à l'Hexagone (part que l'on peut estimer à 5 % dans la mesure où sa fortune provient pour l'essentiel d'actions Tesla).

Cette approche est « extraterritoriale » par nature, puisque les pays de consommation imposeraient, pour partie, leur norme fiscale aux acteurs étrangers en échange de l'accès à leurs marchés. Mais il est grand temps de penser l'extraterritorialité dans sa dimension positive : non pas (comme elle l'a souvent été historiquement) comme un outil mobilisé au service d'intérêts privés particuliers, mais comme le moyen le plus efficace d'imposer les standards minimaux nécessaires pour limiter les inégalités et assurer l'habitabilité de la planète. »

« Cette nouvelle approche des relations économiques internationales permettrait non seulement d'endiguer les dangers du trumpisme en venant contrer les forces du dumping généralisé ; elle offrirait surtout une alternative soutenable aux formes de libre-échange discréditées par les citoyens. Il s'agit de notre meilleur espoir d'enclencher une nouvelle dynamique de coopération internationale - seul horizon prometteur pour l'avenir de la planète - et d'enrayer les forces funestes du nationalisme, avant qu'elles n'emportent tout. »

Annexe 5 - Rencontre avec Stéphanie Riso, l'une des personnalités les plus singulières de la Commission européenne

Les Echos [Karl de Meyer](#)

Publié le 16 sept. 2024

L'ancien bras droit de Michel Barnier lors des négociations sur le Brexit planche sur le prochain cadre financier de l'Union européenne. Elle propose d'en changer la philosophie et la rigidité au moment où l'UE veut restaurer sa compétitivité. (extraits)

« Lors du deuxième semestre 2024, Bruxelles a placé 65 milliards d'euros de titres sur le marché pour financer l'assistance à l'Ukraine, le plan de soutien aux Balkans et, surtout, le gigantesque plan de [relance post-Covid, NextGenerationEU \(NGEU\), décidé en 2020](#).

Avec NGEU, l'Union européenne, naguère acteur anecdotique, est devenue un émetteur en euros très important : « En 2025 et en 2026, on tournera autour de 150 milliards d'euros par an, ce qui nous place au cinquième rang après les quatre premières économies de la zone euro - Allemagne, France, Italie, Espagne. »

Au-delà du nouveau statut de l'UE sur les marchés de capitaux, l'économiste française se félicite grandement de l'innovation politique de NGEU. « Cela marque un changement philosophique dans l'histoire de l'UE, dans plusieurs dimensions. Non seulement on a financé des plans de relance nationaux par dette commune, mais on a aussi conditionné les investissements à des réformes au niveau national. Et on a combiné beaucoup de politiques au lieu de multiplier les fonds pour telle ou telle

action. On a tout mis ensemble car les politiques ont des synergies - le climat et l'énergie par exemple. »

« Stéphanie Riso prépare le prochain cycle budgétaire de l'Union, en jargon le « cadre financier pluriannuel » (CFP) qui succédera au budget 2021-2027, sachant que Bruxelles doit dévoiler sa proposition dans un an.

L'exercice est totalement stratégique, au moment où l'Europe cherche à retrouver sa compétitivité. La manœuvre est ardue : il s'agit d'anticiper la réalité des besoins de l'Union avec plusieurs années d'avance.

Une vision politique

Elle propose de définir un plan par Etat qui lierait, de nouveau, investissements et réformes, « pour renforcer la valeur ajoutée de chaque euro dépensé au niveau européen ». Il s'agit de changer la logique actuelle pour construire le budget sur la base de politiques, et non plus sur de simples programmes de dépenses, avec une flexibilité accrue, permettant de répondre à d'éventuelles crises majeures. »

Annexe 6 - Union des marchés de capitaux : le rapport Letta bien accueilli par la place de Paris

Laurence Boisseau

Les Echos - le 22 avr. 2024

Présenté à Bruxelles le 18 avril, le rapport d'Enrico Letta pour éviter le décrochage de l'économie européenne est bien accueilli chez les acteurs de marché. La place de Paris espère désormais des solutions concrètes de la part de Christian Noyer, qui doit rendre ses conclusions sur l'union des marchés de capitaux jeudi prochain.

Enrico Letta recommande une « union de l'épargne et des investissements » afin de retenir en Europe les flux de capitaux qui partent aujourd'hui massivement vers les Etats-Unis.

« Un travail riche, ambitieux, avec un vrai souffle européen. » A Paris, le rapport « Much more than a market » présenté par Enrico Letta jeudi dernier aux chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Bruxelles a été plutôt bien accueilli. « Tous les sujets soulevés sont importants, surtout sur la partie 'union des marchés de capitaux' rebaptisée 'union de l'épargne et de l'investissement' », note un observateur avisé. « Globalement, il y a un point d'entente sur le diagnostic de l'Union européenne et la nécessité de retenir l'épargne des Européens qui part aujourd'hui vers les Etats-Unis », ajoute un acteur de marché.

[L'ancien Premier ministre italien a tracé des pistes](#) comme le développement de la titrisation, une harmonisation réglementaire des marchés sous la houlette d'un gendarme - l'Esma - aux pouvoirs renforcés, la création d'un Nasdaq européen pour les start-up de la deep tech, et la création d'un produit d'épargne de long terme pan européen. « Ces recommandations vont aider à trouver un consensus politique à Bruxelles », poursuit la même source.

« Mais la vraie question aujourd'hui, c'est sa mise en oeuvre. Concrètement, comment fait-on pour passer d'une idée à la réalité ? » s'interroge un autre acteur de la place de Paris. « Le plus dur, c'est de rentrer dans les détails techniques. Ce que le rapport ne fait pas et qu'il ne devait sans doute pas faire », ajoute ce dernier.

La titrisation, un cheval de bataille

Exemple : sur [la titrisation, un cheval de bataille important en Europe](#). La majorité des acteurs sont convaincus aujourd'hui de la nécessité de développer cette pratique financière. Elle permet de transformer des créances ou des prêts détenus par une banque en titres financiers négociables. Cette opération libère le bilan des

établissements bancaires qui peuvent ainsi redéployer leurs fonds propres ailleurs, et crée des actifs pour les investisseurs.

« Cela fait quinze ans qu'on se tape la tête contre les murs pour y arriver. On rencontre des obstacles partout. Comme va-t-on faire pour concilier les attentes des régulateurs, qui divergent fortement avec celle des banques ? » s'interroge un banquier. Le diable se loge parfois dans les détails : le rapport Letta évoque une titrisation verte. « Pourquoi se mettre des contraintes dès le départ alors que déjà, on a du mal à faire émerger cette pratique ? » ajoute ce dernier.

Autre exemple, la création d'un produit d'épargne européen. « Comment parvenir à le développer ? Il faudra des incitations fiscales. Or, cela coûte cher et l'Etat n'a pas l'argent », avance un observateur avisé.

Après le rapport Letta, un autre est attendu au niveau européen, cette fois-ci sur la compétitivité européenne. Il a été commandé par la Commission à Mario Draghi, l'ancien président de la Banque centrale européenne. Son contenu sera publié en juin, après les élections. Mais déjà, quelques propositions se dessinent, comme systématiser des approches à 27 et créer des effets d'échelle.

Rapport de Christian Noyer très attendu

En France aussi, les travaux avancent : Christian Noyer, l'ex-gouverneur de la Banque de France, [va rendre des conclusions à Bercy, jeudi prochain](#). Il a planché, avec un comité d'experts, sur la nature des principaux obstacles à lever pour mieux mobiliser les investissements privés dans la transition écologique et numérique de l'Europe.

A Paris, certains acteurs attendent avec impatience ce rapport. Ils espèrent que ce dernier proposera de vraies actions concrètes et structurantes pour l'avenir. Plus précisément, ils comptent sur des solutions qui leur permettront de développer la titrisation, et d'améliorer le fonctionnement du post-marché (les opérations qui sécurisent et valident une transaction boursière) dans la mesure où la chaîne de traitement des opérations sur titres en Europe fait intervenir bien plus d'acteurs qu'aux Etats-Unis.

Sur la supervision unique des marchés de capitaux, nul doute que le rapport tirera des leçons du secteur bancaire. « Il y a une supervision unique dans les banques avec la BCE et un partage des compétences avec les autorités nationales selon que les acteurs sont gros ou les petits, mais il n'y a pas d'union bancaire », note un observateur. « Alors, faut-il reproduire le même schéma ? Ce n'est pas certain », ajoute-t-il.

Annexe 7 - Marché unique européen : les pistes de réforme poussées par Enrico Letta

Par [Vincent Collen](#)

Les Echos - 18 avr. 2024

L'ancien Premier ministre italien remet son rapport sur l'avenir du marché unique aux vingt-sept chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne. Union des marchés de capitaux, réforme des aides d'Etat, meilleure intégration dans les télécoms ou l'énergie... voici les principales propositions.

Enrico Letta préconise une « union de l'épargne et des investissements » afin de retenir en Europe les flux de capitaux qui partent aujourd'hui massivement vers les Etats-Unis. C'est l'un des deux rapports les plus attendus par les Vingt-Sept cette année. Avant [Mario Draghi qui planche sur la compétitivité](#), Enrico Letta remet son rapport sur l'avenir du marché unique ce jeudi. En 150 pages, l'ancien président du Conseil italien explore des pistes pour réformer le marché unique européen, qui assure en

théorie depuis 1993 la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux au sein de l'Union européenne.

Unir les marchés des capitaux

Le rapport Letta insiste sur la nécessité d'un « marché financier européen plus intégré et plus robuste », « essentiel pour exploiter le plein potentiel » économique de l'UE. Il préconise une « union de l'épargne et des investissements » afin de retenir en Europe les flux de capitaux qui partent aujourd'hui massivement vers les Etats-Unis.

Harmonisation réglementaire, création d'un produit d'épargne de long terme européen, garantie publique européenne pour soutenir l'investissement dans la transition écologique, réformes pour favoriser les partenariats public-privé, développement de la titrisation, création d'une Bourse européenne pour les start-up de la « deep tech » (intelligence artificielle, quantique, biotechnologies) : Enrico Letta avance de nombreuses idées sur ce sujet. Reste aux Vingt-Sept à s'en saisir, sachant qu'ils n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur l'union des marchés des capitaux depuis près de dix ans...

Une réforme des aides d'Etat

Le rapport préconise de rediriger une partie des aides publiques accordées aux entreprises par les Etats membres vers « le financement d'initiatives et d'investissements paneuropéens ». Les Etats seraient contraints de consacrer « une portion » de leurs aides vers des financements européens. C'est l'une des conditions qui permettrait de développer une véritable « stratégie industrielle européenne ».

Plus d'intégration dans l'énergie et les télécoms

Le rapport met l'accent sur deux secteurs dont l'intégration n'est pas suffisante. Dans les télécoms, d'abord, malgré des efforts d'unification, l'Europe reste en réalité divisée en « 27 marchés nationaux distincts pour les communications électroniques ». Cette « fragmentation » gêne la croissance des opérateurs paneuropéens, limitant leur capacité à investir et à se battre contre leurs concurrents mondiaux.

Un opérateur télécoms européen - il y en a plus de 100 - compte en moyenne seulement 5 millions d'abonnés, contre 107 millions aux Etats-Unis et 467 millions en Chine ! Pour y remédier, Enrico Letta préconise une série de réformes d'harmonisation réglementaire et de suppression des barrières nationales.

Dans l'énergie, ensuite. Il est urgent, selon le rapport, de renforcer l'intégration des marchés européens pour réduire les divergences de prix de l'électricité entre les Etats membres, exacerbées depuis la crise provoquée par l'invasion de l'Ukraine et la fermeture des robinets du gaz russe par Vladimir Poutine. Notamment en renforçant l'interconnexion des réseaux. Pour les gigantesques investissements nécessaires afin de verdier ce secteur, l'ancien Premier ministre italien préconise des obligations vertes pour attirer les capitaux privés.

« Un marché commun pour l'industrie de défense »

Malgré un budget de défense (240 milliards d'euros) proche de celui de la Chine (275 milliards) et trois fois supérieur à celui de la Russie, l'Union européenne souffre de trois décennies de sous-investissement. Presque 80 % des équipements fournis à l'Ukraine depuis le début de la guerre ont été achetés hors de l'UE. Enrico Letta préconise « un soutien direct à travers le budget de l'UE » pour financer des initiatives communes de R&D et d'achats communs. A terme, il faudra créer « un marché commun pour l'industrie de défense ».

Annexe 8 - Sécurité et défense : qu'est-ce que la boussole stratégique de l'Union européenne ?

Assurer la protection des Européens face aux menaces et à leur multiplication dans le monde : c'est l'ambition de la boussole stratégique, un "livre blanc" visant à définir les grandes orientations de la sécurité et de la défense européennes jusqu'en 2030.

La guerre menée par la Russie en Ukraine depuis le 24 février est un choc majeur pour le Vieux Continent. Face à cette menace et à bien d'autres, la "boussole stratégique" doit permettre à l'UE d'apporter ses propres réponses, complémentaires de l'Otan. Le document a été approuvé par les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept réunis en Conseil européen, le 25 mars à Bruxelles.

"Notre analyse des menaces globales montre clairement que l'Europe est en danger". Quelques jours avant la présentation d'une première version de la boussole stratégique aux ministres européens des Affaires étrangères et de la Défense mi-novembre 2021, le constat du chef de la diplomatie européenne Josep Borrell était déjà sans appel. Dans une tribune publiée par le média Project Syndicate, il justifiait l'impérieuse nécessité d'un tel document.

Pourquoi l'Union européenne se dote-t-elle d'une boussole stratégique ?

La dernière feuille de route en termes de sécurité et de défense, appelée "Stratégie globale", datait de 2016. Mais en plus de cinq ans, la situation internationale a bien changé.

Plusieurs facteurs remettent en effet en cause la place de l'Europe dans le monde. Son poids dans l'économie et la démographie de la planète recule. Son influence est contestée par un nombre croissant de puissances. Une contestation qui se manifeste en particulier dans le voisinage immédiat de l'UE à l'est du continent, où la Russie, la Chine et la Turquie essayent d'asseoir leurs positions. Et de plus en plus souvent, des acteurs - étatiques ou non - s'en prennent aux intérêts européens par le biais de techniques dites hybrides (cyberattaques, désinformation...), livrant ainsi des guerres incomplètes ou qui ne disent pas leur nom. L'instrumentalisation de demandeurs d'asile par la Biélorussie à sa frontière polonaise en 2021 en est un exemple frappant. Et l'invasion de l'Ukraine initiée par la Russie à partir du 24 février porte sérieusement atteinte à la sécurité des Européens.

Recalibrer la doctrine militaire de l'UE apparaît donc essentiel pour Josep Borrell, qui alertait en novembre sur le risque de "rétrécissement stratégique" de cette dernière. Pour protéger ses citoyens, l'UE doit ainsi être en mesure d'identifier avec précision les nouveaux périls qui guettent son avenir et être à même de répondre efficacement à ses ennemis.

Que contient-elle ?

La version finale de la boussole stratégique (la cinquième), longue de 47 pages, est articulée autour de quatre piliers.

Le premier pilier, "Agir", concerne la gestion de crise. Le but affiché est de réussir à améliorer la capacité des Européens à répondre le plus rapidement possible aux situations d'urgence. Parmi les mesures décidées figure notamment la création d'une "Capacité de déploiement rapide de l'Union européenne", à savoir 5 000 militaires mobilisables lorsque les circonstances l'exigeront et qui agiront sous drapeau européen. Le deuxième volet s'intitule "Assurer la sécurité". Il se rapporte notamment aux menaces hybrides. L'objectif est de mettre en œuvre les moyens de s'en prémunir mais aussi d'y répondre. A cet effet, une "boîte à outils" de l'UE face aux menaces hybrides

doit être mise en place, pour que les Etats membres puissent collectivement y faire face, en faisant appel aux instruments qui existent déjà et en en créant d'autres. Ce même pilier couvre aussi la sauvegarde des intérêts européens en matière de sécurité en mer et dans l'[espace](#).

Le troisième pilier de la boussole stratégique, "Investir", est lié au développement des capacités. "*Nous augmenterons sensiblement nos dépenses de défense pour répondre à notre ambition collective de combler les lacunes critiques en matière de capacités militaires et civiles*", écrivent les 27 Etats membres. Il est aussi question d'accroître les investissements dans les industries militaires clés pour pouvoir agir sur des terrains variés : ciel, mer, terre, espace et cyberspace. Encourager par des financements conséquents la recherche dans les technologies disruptives, et réduire ainsi les dépendances vis-à-vis des autres puissances, est également prévu par le document.

Enfin, le quatrième pilier, "Travailler en partenariat", vise à renforcer les partenariats des Européens pour améliorer la portée de l'action de l'UE en matière de sécurité et de défense. Des coopérations qui concernent des organisations internationales, telles que l'Otan, l'OSCE ou encore l'Union africaine, ou bien des pays seuls tels que les Etats-Unis et le Canada.

Ces quatre piliers ont ainsi vocation à "*renforc[er] l'autonomie stratégique de l'UE*", précise la version finale de la boussole stratégique. Si l'expression, qui traduit la capacité de l'UE à assurer sa propre sécurité, n'y apparaît qu'une fois (certains Etats membres, à l'Est en particulier, craignant de s'éloigner de l'[Otan](#)), la boussole stratégique doit bien y contribuer.

Comment a-t-elle été élaborée ?

La rédaction de la boussole stratégique a été initiée en juin 2020 lorsque les ministres des Affaires étrangères des Vingt-Sept en ont attribué la charge au Service européen pour l'action extérieure (SEAE). Le service diplomatique, placé sous l'autorité du haut représentant Josep Borrell, a alors réalisé une nouvelle analyse des menaces de l'UE, achevée en novembre 2020. Le document, alors classé secret, a été écrit en collaboration étroite avec les services de renseignement des Etats membres.

Le SEAE a poursuivi ses échanges avec les pays de l'UE pour construire la première version complète de la boussole stratégique, qui comportait les résultats de l'analyse des menaces de novembre 2020. Par ce travail en lien avec les Etats membres, le service diplomatique de l'UE s'est ainsi assuré du soutien de tous et a pu tenir compte des différentes sensibilités nationales en matière de sécurité et de défense.

Après la présentation de la première version de la boussole stratégique en novembre aux ministres des Affaires étrangères et de la Défense, les discussions se sont poursuivies entre Etats membres pour apporter leurs modifications. La version finale est ainsi la cinquième. Celle-ci a été adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement lors d'un Conseil européen à Bruxelles, le 25 mars.

Le contenu de cette boussole ne sera pas gravé dans le marbre : il pourra être mis à jour en fonction de l'évolution des menaces et des réponses à y apporter. Mais quelle que soit sa trajectoire, ce document vise à devenir une référence pour la sécurité et la défense de l'UE.

**Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 €
à l'adresse du trésorier du Club Pierre Vial Maison des Solidarités 215 rue Vendôme 69003 Lyon**

pour tout contact : club.convaincre@gmail.com

notre site <http://www.convaincre-rhone.fr/>